

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 56

Mercredi 17 décembre 1975

Prix : 1 F

## ÉDITORIAL

### Le droit des soldats à s'organiser et l'intérêt des travailleurs

**L**E gouvernement a engagé une campagne de répression contre des soldats qui ont osé — quelle insolence ! — revendiquer le droit d'avoir des opinions politiques. Des généraux, des ministres, se scandalisent au seul mot de politique chez les soldats. Comme si jamais aucun militaire n'avait fait de politique ! Pourtant, pour ne citer que ceux-là, il y a eu De Gaulle, nous connaissons aussi le ministre Bigeard, et ailleurs qu'en France Franco et Pinochet, membres de la hiérarchie de l'armée.

Alors si l'on interdit aux soldats de faire de la politique, c'est justement pour que l'armée dans son ensemble soit un instrument docile pour exécuter la politique de la hiérarchie militaire et de la bourgeoisie. Pour celle-ci, il n'est pas question de prendre le risque que les soldats, s'ils se donnent les moyens de s'organiser, refusent demain d'exécuter la politique qui leur est dictée d'en haut. Et ce risque existe, parce que, contrairement à ce que racontent les bourgeois, l'armée n'agit pas en fonction des intérêts de l'ensemble de la population. Ils ont beau prétendre que l'armée sert à défendre le pays contre les invasions extérieures, la seule constatation du rôle qu'a joué l'armée au cours des dernières décennies suffit à prouver qu'ils mentent.

Car depuis un demi-siècle, l'armée française n'a jamais joué ce rôle : défendre le territoire. Par contre, on l'a vue à l'œuvre en Indochine, en Algérie ou à Madagascar et chaque fois pour briser la liberté d'un peuple.

Sur le territoire national et dans les pays colonisés, elle sert bien souvent à mater « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les travailleurs.

Les travailleurs des Antilles et plus généralement les populations laborieuses des pays colonisés n'ont vu cette armée intervenir que contre eux, récemment encore en Guyane et à Djibouti. C'est bien l'armée qui, aux Antilles, quadrille les champs de canne pour permettre à quelques-uns de briser les grèves.

Les travailleurs ne peuvent donc être que solidaires des tentatives des soldats pour se donner des organisations. Tout d'abord parce que c'est un droit élémentaire ; mais aussi parce que plus les soldats sont organisés, plus il est difficile à la hiérarchie de se servir de l'armée contre les travailleurs.

## Halte à la répression

**L'**OFFENSIVE gouvernementale contre les « fauteurs de trouble » dans l'armée et les antimilitaristes déclarés se poursuit de plus belle.

Aux quinze soldats emprisonnés sont venus s'ajouter des militants syndicalistes et des militants d'extrême-gauche, portant à quarante-quatre le nombre des inculpés. Certains seront déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat et sont passibles de lourdes peines d'emprisonnement.

Au moment où nous écrivons, le gouvernement multiplie les arrestations, y compris de militants qui n'ont fait qu'exprimer leur opinion par voie de tracts et les perquisitions aux locaux des organisations révolutionnaires.

Cette répression concerne tous les travailleurs. Pas seulement parce qu'elle frappe des militants ouvriers. Mais aussi parce qu'il est du devoir des travailleurs d'être solidaires des soldats qui se battent pour ce droit élémentaire qui est celui de s'organiser.

## MARTINIQUE :

### Commerce, la lutte a payé

**A**PRES une semaine de grève, les travailleurs du commerce viennent d'obtenir une augmentation uniforme de salaire de 205 F, cette augmentation prend effet à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

C'est le mardi 2 décembre que débuta cette grève. Les travailleurs réclamaient 20 % d'augmentation. Mais ils se heurtèrent à l'intransigeance des patrons, ceux-ci n'acceptant d'accorder que 14 %. Les employés du commerce durcirent leur mouvement, et des grandes surfaces à certains libres-services de commune en passant par les entreprises de la zone industrielle, la grève s'étendit à l'ensemble du commerce.

Des équipes de débauchage parcouraient la ville pour appeler les travailleurs hésitants à rejoindre le mouvement. Les piquets de grève mis en place pour exercer une surveillance sur les magasins jouaient le même rôle.

Les devantures des magasins s'abaissaient précipitamment à l'approche des employés de commerce manifestant dans les rues de Fort-de-France.

La grève des employés du commerce était une grève contre la vie chère.

Rappelons que la dernière augmentation dans le commerce datait de novembre 1974. C'est pour maintenir leur pouvoir d'achat qui s'était considérablement dégradé que les travailleurs du commerce ont fait grève.

« C'est aux patrons de payer », tel était le mot d'ordre lancé dans les manifestations.

Devant la détermination des grévistes, dont une majorité de femmes très dynamiques, les patrons ont dû reculer à plusieurs reprises et finalement ils accordèrent une augmentation uniforme de 205 F. Cette augmentation donne 20 % de plus pour la catégorie la plus basse à l'indice 115. Ce salaire passe à 1.212 F,

ce qui reste tout de même encore très bas. En ce qui concerne le paiement des jours de grève, les patrons l'ont refusé. A la place, ils ont accepté que la nouvelle augmentation prenne effet à partir du mois de novembre, ainsi ils auront un rappel de 205 F à verser aux travailleurs sur le mois de novembre.

C'est une victoire que viennent de remporter les travailleurs du commerce ; ils l'ont obtenue de haute lutte.

Cl. GOYA.

## LA SITUATION EN MARTINIQUE

(Voir nos articles en pages intérieures)

## AUX ANTILLES :

### Grèves et manifestations pour la venue de Chirac

**L**ES principaux syndicats de la Martinique, CGTM, CFDT, CSTM, FEN, CFTC viennent d'adresser un appel aux travailleurs les invitant à faire du 22 décembre, jour de la visite touristique de Chirac, une journée de protestation, « formes de grèves », « débrayages, etc. ».

Il est bon que les syndicats appellent les travailleurs à manifester leur mécontentement lors de la venue du chef du gouvernement colonialiste ici. Car c'est ce gouvernement qui décide de la politique à mener dans ce pays.

Le gouvernement Chirac assume la responsabilité de l'aggravation du chômage, plaie qui touche maintenant 90.000 Martiniquais.

Il assume aussi la responsabilité de la hausse des prix qui ne profite qu'aux gros capitalistes.

Il est enfin responsable de la politique d'émigration qui chasse de leur pays 5.000 jeunes chaque année.

Voilà donc pourquoi il est nécessaire de participer à la manifestation du 22 décembre à 16 heures à Fort-de-France.

Une telle manifestation ne suffira pas elle-même à changer quoi que ce soit à la situation. Elle le fera d'autant moins que les syndicats et partis ouvriers n'avancent pas de revendications en rapport avec la situation.

Actuellement, face à la crise, les travailleurs doivent mettre en

avant :

— le refus de tout licenciement,

— le refus des heures supplémentaires, la répartition des heures de travail entre tous sans diminution de salaire,

— une politique de grands travaux.

Quels que soient les objectifs des grandes organisations ouvrières, nous devons répondre à l'appel et manifester le 22 décembre.

Plus nous serons nombreux à le faire, plus Chirac et ses acolytes auront la preuve de notre mécontentement.

Mais ce n'est pas seulement pour lui crier ces revendications que nous devons être nombreux à manifester ce jour-là. C'est aussi pour dire bien haut que nous en avons assez du régime colonial qui pèse sur la Martinique.

Régime colonial qui se manifeste par l'atteinte aux libertés, le racisme de plus en plus ouvert dans les administrations, le chômage massif, la répression brutale contre les travailleurs.

Chirac est l'un des représentants de ce régime colonial. Soyons donc nombreux à lui faire entendre notre haine du colonialisme.

## Guadeloupe :

### LES C.E.T. EN LUTTE (Voir page 3)





## GUADELOUPE :

# Après le congrès de la CGTG

**L**E congrès de la CGTG s'est finalement tenu malgré les réticences et même l'opposition du PCG. Le PCG ou du moins une partie de sa direction était d'autant plus hostile que, à l'avance on savait qu'il était question parmi les cégétistes de remplacer le secrétaire général en fonction, Songeons par quelqu'un de favorable à la tendance qui avait finalement réussi à remettre tant bien que mal la CGTG à flot.

Herman Songeons a donc été remplacé à la tête de la CGTG par Morvan, représentant du syndicat du Bâtiment.

Cela répondait au désir de la majorité des délégués présents. Car tout au long du déroulement du congrès, on a vu des délégués de différents secteurs attaquer parfois avec violence la politique menée par la direction sortante et en particulier par le secrétaire général.

Outre ces attaques contre l'ancienne direction, les travailleurs présents ont tous fait entendre leur désir de voir la CGTG se montrer plus combative à l'avenir.

De nombreuses critiques ont porté aussi sur l'insuffisance, voire l'absence complète de liens entre les différentes sections et entre les syndicats formant la confédération. L'ignorance dans laquelle sont maintenus les syndiqués sur la vie et les problèmes de leur syndicat a été aussi relevée.

Ce congrès fut donc l'occasion pour beaucoup de travailleurs, représentant leurs camarades, de faire le point sur la situation de la CGTG après une période de crise interne.

Le bilan qui fut tracé montre que de nombreux travailleurs sont attachés à la CGTG parce que c'est le syndicat qui, malgré tout,

représente le plus les travailleurs, c'est celui où toutes les catégories de travailleurs sont regroupées. Et cela n'est pas négligeable dans la lutte. Après une période de crise, où le laisser-aller et l'apathie — quand ce n'était pas l'abandon pur et simple des intérêts des travailleurs — triomphaient, un redressement a été opéré par le travail de militants plus combattifs que les anciens dirigeants.

Mais il ne s'agit pas de croire que le simple fait d'avoir écarté Songeons de la direction va permettre de régler tous les problèmes au sein de la CGTG. Certes, pour beaucoup de travailleurs qui refusaient d'entrer à la CGTG en arguant de la direction de Songeons, cela signifie qu'une volonté de redressement existe. Le changement à la tête de la centrale, la volonté affirmée d'améliorer le fonctionnement du syndicat constituent un progrès par rapport à un passé récent.

Mais cela ne suffira pas à faire de la CGTG une organisation combative au service des travailleurs.

La CGTG sera ce que les travailleurs en feront. Il faut que les travailleurs participent à ses activités, aux décisions qu'elle prend. Il faut qu'ils y fassent régner un esprit démocratique tel que les travailleurs de toutes origines politiques puissent s'y retrouver côte à côte et combattre ensemble contre l'ennemi commun : le patronat et l'Etat colonialiste.

Malgré le changement à la tête, rien ne garantit que la CGTG ne s'enfoncé à nouveau dans la somnolence et le bureaucratisme. Rien, sauf le contrôle des travailleurs sur le syndicat, sur ses dirigeants. Ce contrôle, cette participation des travailleurs à la vie de leur organisation syndicale est indispensable.

## GUADELOUPE :

# Avant l'ouverture de la récolte

**E**N principe, c'est vers la fin du mois de décembre que les syndicats des ouvriers agricoles et industriels de la canne doivent présenter leurs principales revendications pour la récolte prochaine.

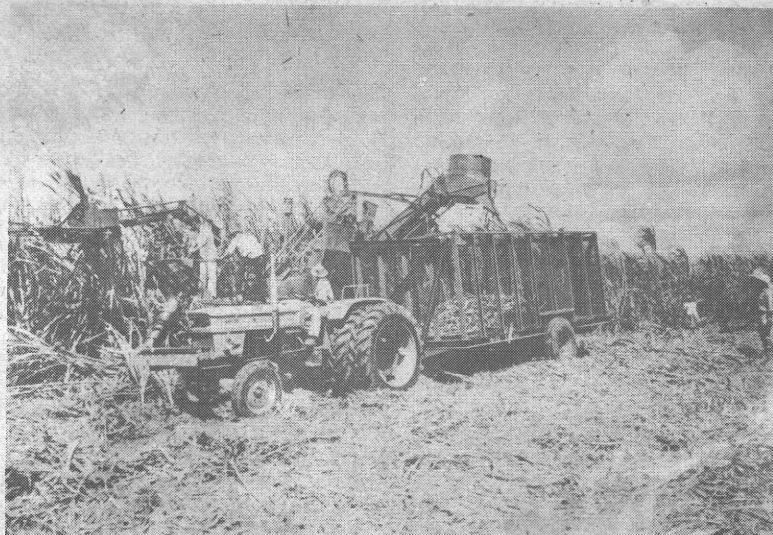
Depuis quelques années, la mécanisation de la coupe et du transport de la canne a entraîné une diminution très importante du nombre de salariés agricoles et aussi du nombre de journées de travail.

Les seuls bénéficiaires en ont été les patrons qui ont pu par là préserver leurs profits.

Les ouvriers agricoles acceptent-ils ce fait comme une fatalité ? Loin de là, et ils l'ont bien montré l'année dernière par leur lutte.

En plus des augmentations de salaires qu'ils réclament, il leur faudra également se battre pour obtenir du travail pour tous, notamment en exigeant la répartition du travail entre tous sans diminution de salaires.

Au cours de leur lutte, les travailleurs agricoles devront aussi réclamer la possibilité d'exploiter des terres sans payer d'indemnité. Car ce serait pour eux un moyen de subvenir à leurs besoins puisque les capitalistes ne sont pas en mesure de leur donner du travail.



## en bref... en bref... en bref...

### Comme un essaim d'abeilles

On constate ces jours-ci toute une activité fébrile au sein de l'administration colonialiste. Des crédits sont débloqués : parallèlement une multitude de panneaux ont fait leur apparition, indiquant la mise en construction soit d'un nouvel établissement scolaire, soit de nouveaux logements ou de bureaux, ou encore d'un tronçon de route. Serait-ce une politique de grands travaux que le gouvernement est en train de mettre sur pied ? Que non ! Cela sent plutôt le Chirac. Car c'est bien le prochain voyage de Chirac en Martinique, le 22 décembre, qui explique toute cette activité.

En tout cas, les travailleurs du Bâtiment au chômage veilleront à ce que ces nouvelles constructions ne restent pas au niveau de la première pierre !

### Le trou du SIDER, quel fromage !

Le SIDER (Syndicat Intercommunal de Développement Régional) vient de faire faillite, avec un déficit de 130 millions. A sa tête se trouvait Charren.

Ce n'est pas le premier trou de ce genre que l'on découvre dans différents organismes publics. C'est à croire que ce sont de véritables fromages puisque certains notables en place y mordent à belles dents.

### Grève au Centre de transfusion sanguine :

Pour défendre leur dignité face à deux chefs arrogants et tracassiers, les employés du CTS ont déclenché une grève en exigeant la démission de ceux-ci. N'obtenant pas satisfaction, ils sont venus eux-mêmes déloger leur chef de service de son bureau et l'ont conduit à la préfecture, montrant ainsi leur refus de travailler sous les ordres de tels personnages.

### « France-Antilles » et la grève du CTS :

France-Antilles, toujours fidèle à ses principes, a employé tous les mensonges et calomnies pour tenter de discréditer cette grève aux

yeux du public, montrant pour une fois un vif intérêt pour la santé des Martiniquais, soi-disant menacée par « une grève criminelle », et parlant « d'enlèvement d'une chef de service par un commando de grévistes ».

### Incident raciste au CES du Lamentin (Martinique) :

Un membre du personnel, ancien militaire français reclassé, n'acceptant pas les remarques d'un agent antillais, lui a décoché un coup de pied. Le mouvement de protestation indignée du personnel et des élèves de l'établissement a contraint l'administration à muter aussitôt ce triste individu en France.

### Hausse des prix, ça continue

La hausse des prix est loin de se stabiliser. Le 25 novembre, la conférence du Fret France-Antilles Guyane annonce que ses tarifs seront augmentés de 15 % à partir du 2 février 1976. Gageons qu'une fois

de plus ce seront les consommateurs qui paieront cette augmentation.

### Guadeloupe : succès de la lutte des étudiants

La mobilisation des étudiants aura duré tout le mois de novembre. Elle s'est terminée par une victoire. Le gouvernement a dû céder, promettant la construction de l'UER de Droit sur le campus de Fouillole et l'amélioration des conditions de logement. La lutte paie.

### Guadeloupe : Jardin-Billard va-t-elle fermer ?

Certains travailleurs de l'entreprise Jardin-Billard viennent de recevoir une lettre leur annonçant la fermeture prochaine de cette société. La cause : il n'y aurait plus de chantier ! Face à cela, les travailleurs doivent faire comme leurs camarades de Martinique : s'organiser et lutter contre les licenciements.

## LES JEUNES D

**L**ES jeunes des CET ne règnent une certaine deloupe. Les élèves comment se satisfont l'enseignement dans les formations manque bien de l'électricité qui manquent blissements.

Mécontents d'un enseignement visagent pas sans inquiétés aux Antilles. Car au s'offrent eux : ils seront ront vers la France où ils chômage dans la période

Ce sont là les raisons des jeunes de CET.

Et ce mécontentement CET de la Guadeloupe par organisation d'assemblées revendications.

Le mouvement, déclen partout un succès.

A l'heure actuelle, le p c'est bien sûr de s'organiser damment des professeurs, organisations étudiantes ont d'autres problèmes, d' sont de futurs travailleurs c fit leur situation actuelle p

Dans chaque CET un été créé. Au niveau de la l'action de l'ensemble des

C'est une excellente lutte des élèves des CET.

## Échos du Bât

# MARTINIQUE Grève des contre les lic

Depuis jeudi 27 novembre, les travailleurs de Dragage sur le chantier de Trinité sont en grève pour s'opposer au licenciement de plusieurs dizaines de leurs camarades. A l'heure où nous écrivons, cette grève qui était au début limitée au seul chantier de Trinité, s'est étendue à l'ensemble de l'entreprise.

Cette nouvelle grève contre les licenciements prouve que les travailleurs du Bâtiment sont bien décidés à ne pas laisser les patrons licencier et sont prêts à leur donner la riposte qu'il faut.

Tour à tour les travailleurs de la Colas, la Segta, la Somet et actuel ement de Dragages ont suivi la voie tracée en mai dernier par ceux de Jardin-Billard.

# Mesures d'intimidation contre les de "Comba



# CET en lutte

## LES CET S'ORGANISENT

s'organisent. Depuis plusieurs semaines agitation dans les CET de la Guadeloupe. Les élèves sont mécontents et ils le disent. Car les conditions de travail sont déplorables. Le matériel nécessaire à leur travail manque. Quand ce n'est pas l'eau et comme il arrive dans certains éta-

blissement au rabais, ces jeunes n'ont pas l'avenir en l'absence de débouchés. Ils ne voient pas de possibilités de sortir du CET peu de possibilités de trouver du travail ailleurs ou ils s'exilent dans d'autres pays.

de la colère et de la volonté de lutte

s'est exprimé dans l'ensemble des CET de la grève, les manifestations ou l'organisation de manifestations où étaient discutées leurs revendications.

commencé d'abord au Lamentin, a connu

le principal problème pour les collégiens, lycéens et étudiants. Et cela ils doivent le faire indépendamment des associations de parents ou des lycéennes. Car ces jeunes du CET ont d'autres revendications que ceux-là. Ils sont des chômeurs qui doivent mettre à profit leur temps pour apprendre à s'organiser.

Le comité représentant les élèves a déjà été créé à la Guadeloupe, un comité coordonne les CET.

Une initiative qui ne fera que renforcer la

## ● TOUT COMMENÇA AU LAMENTIN

**L**E mercredi 19 novembre, les élèves du CET du Lamentin (Guadeloupe) sont entrés en grève. Ils entendaient protester contre les mauvaises conditions de travail qui règnent dans cet établissement :

- manque de sécurité dans les ateliers,
- insuffisance de matériel,
- insuffisance de professeurs d'atelier,
- manque d'hygiène,
- manque d'eau.

Dès le mercredi donc, les élèves ont commencé à se mobiliser en organisant défilés et réunions à l'intérieur de l'établissement avec des pancartes et des affiches. Les agents et les professeurs décidèrent de se joindre aux élèves et formèrent un comité de grève.

Cette décision souleva la colère des élèves et des parents.

C'est ainsi que le mardi 25 novembre, parents, élèves, agents, professeurs se retrouvèrent dans les rues du Lamentin pour clamer leur indignation approuvée par la population du Lamentin.



Manifestation des élèves du CET

Dans le même temps, une délégation se rendit au vice-rectorat, à Pointe-à-Pitre, et une autre auprès du maire du Lamentin.

Le lendemain, tout le monde se retrouva à Pointe-à-Pitre pour se rendre en cortège devant le vice-rectorat. Bon nombre d'enseignants et de parents étaient venus soutenir les élèves. Ils furent rejoints aussi par les élèves du lycée technique et du CET de Baimbridge qui s'étaient mis le matin en grève de solidarité avec leurs camarades du Lamentin.

Devant cette mobilisation, l'administration promet de tout régler rapidement, mais ce ne devait être que des promesses. Le vice-recteur annonça sa venue au CET du Lamentin, le samedi 29 à condition que le travail reprenne.

La grève se termina un peu dans la confusion.

Samedi, dans la matinée, une grève de deux heures fut décidée pour « accueillir » le vice-recteur, mais ce dernier ne vint pas...

## ● MARIE-GALANTE

**L**ES élèves de Marie-Galante n'ont pas été en reste sur leurs camarades du « continent ». C'est que la situation y est, si possible, pire encore. Les insuffisances en matériel sont vraiment criantes. En Mécanique, sur dix-huit machines, trois seulement fonctionnent, si bien que la majorité des élèves en sont réduits à limer toute la journée. A la section « employés de collectivité (hygiène) », il n'y a pas d'eau ! Ce qui fait que le matériel d'entretien est inutilisable, les balais mis à part. Par ailleurs, l'an dernier, les élèves durent se cotiser pour faire cuire les plats qu'ils avaient préparés... dans une boutique voisine, car il n'y a pas de four au CET.

C'est contre tout cela, et bien d'autres choses encore, que les élèves se sont mis en grève pour une semaine, le lundi 9 décembre. Les chefs de classe sont allés dans le bureau du directeur exposer les diverses revendications, puis les élèves ont manifesté dans les rues de Grand-Bourg en scandant leurs revendications.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons le résultat de ce mouvement, mais les élèves sont décidés à obtenir satisfaction.

## ● A BOUILLANTE

Le CET de Bouillante est privé d'électricité. Le comble, c'est que les élèves y préparent un CAP d'électricité. Aucune machine ne peut être mise en démonstration et les élèves sont condamnés à recevoir un enseignement théorique.

De plus, les élèves ne peuvent bénéficier de la cantine alors que certains d'entre eux viennent parfois de Basse-Terre ou de Saint-Claude.

Face à cette situation, leur colère ne s'est pas faite attendre ; ils se sont joints aux manifestations de ceux du Lamentin.

## Bâtiment Échos du Bâtiment

### Ouvriers de dragages licenciements

Dans cette période de crise économique où le Bâtiment est gravement atteint, la politique des patrons, de licenciement d'une part, et des heures supplémentaires d'autre part, fait chaque jour de nouvelles victimes qui vont grossir l'armée des chômeurs. Celle-ci se chiffre à environ 7.000 dans ce secteur. Cependant, si les ouvriers des grosses entreprises arrivent à s'organiser pour s'opposer aux licenciements, par contre ceux des moyennes entreprises (GNESOTTO, Larougey, etc.) et des petites éprouvent plus de difficulté à le faire, alors que ce n'est pas la volonté de lutte qui leur fait défaut.

### Nécessité d'une lutte d'ensemble contre les licenciements

C'est bien pourquoi il est nécessaire de coordonner l'action sur les différents chantiers. C'est au niveau de l'ensemble du Bâtiment qu'il faut imposer la répartition du travail entre tous. La grève du 13 décembre ne doit pas rester sans lendemain. Affirmer tous ensemble notre colère est une bonne chose, mais il faut ensuite que l'identité d'intérêts entre les travailleurs du Bâtiment s'exprime autrement qu'une fois de temps à autre sous forme d'une manifestation.

## L'affaire Bernabé : Nouvelle manifestation de l'arbitraire colonial

**R**AOUL BERNABÉ est la plus récente victime des pratiques policières en matière de nomination de fonctionnaires dans les « DOM ». En effet, professeur de lettres au lycée Schoelcher, Bernabé est pressenti par le rectorat pour être inspecteur pédagogique. Il accepte. Sa nomination paraît au Journal officiel en mai. Or, il ne peut entrer en fonction. L'administration s'y oppose. Seul le passé de Bernabé lui est « défavorable » : il a été membre du Parti Communiste et Secrétaire général du SNES - Martinique. C'est la seule explication à ce refus, car aucune raison n'est donnée par Haby, Stirn, le recteur ou le préfet.

Aux dernières nouvelles cependant, il paraît que « cela s'arrangerait ». Mais les enseignants ne sont pas prêts à se contenter de promesses et exigent que le poste de Bernabé lui soit donné.

Tous ceux qui luttent contre l'arbitraire colonial ne peuvent être que solidaires de cette lutte. SIDOINE.

### Union vendeurs "at Ouvrier"

**L**E supplément bi-hebdomadaire au mensuel Combat Ouvrier qui paraît depuis janvier 1975, est mis en vente dans les boutiques de la Guadeloupe depuis le mois d'octobre.

Mais depuis, de nombreux boutiquiers ayant accepté de distribuer ce journal légal font l'objet de pressions, voire de menaces.

Ils reçoivent la visite des gendarmes qui les questionnent sur l'identité des personnes qui livrent le journal, leur demandent de relever le numéro des voitures et leur disent de ne pas vendre le journal.

De plus, certaines autorités locales passent le voir et font pression sur eux pour qu'ils ne prennent pas ce journal (boycott des boutiques, réflexions désobligeantes, etc.).

Au moment même où tous les représentants du gouvernement français en promenade aux Antilles, Chirac en tête, ont la bouche pleine de « France à part entière », de « départementalisation économique », cette atteinte aux libertés d'expression élémentaires constitue une preuve de plus de l'arbitraire colonial auquel les Antilles sont soumises.

## Quand Marie-Anne se réveille...

**U**N certain George Marie-Anne, sénateur UDR de la Martinique, dont on avait oublié l'existence vient de déposer une proposition de loi pour « moderniser, développer et rééquilibrer la Martinique ».

Il faut organiser le marché martiniquais. Et M. Marie-Anne de proposer : création d'un marché de gros, d'un office de la viande, d'un office de la pêche, création de cités artisanales.

Seulement, il faut de l'argent et c'est là que M. Marie-Anne, à dé-

faut d'imagination, fait preuve d'une audace et d'un toupet désarmants.

- L'argent sera fourni par :
- 1) Surtaxe sur l'essence.
  - 2) Surtaxe sur l'octroi de mer.
  - 3) Surtaxe sur la consommation de rhum.

C'est une attaque en règle, parfois directe ou indirecte, contre le pouvoir d'achat de la population, la population travailleuse en tout premier lieu ainsi que tous les pauvres.



JOURNÉES DES D.O.M. A MARSEILLE

# Les Antilles bradées aux capitalistes

LES 1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre se sont tenues à Marseille les « journées nationales pour les DOM ». Au cours de ces journées l'action des membres du gouvernement en faveur des DOM a consisté à faire miroiter aux yeux de quelques industriels présents les avantages dont ils peuvent profiter en allant investir aux Antilles (voir ci-contre).

Ainsi, pour résoudre les problèmes qui se posent aux Antilles le gouvernement français fait appel... aux investissements privés, investissements anarchiques capables tout au plus de créer quelques dizaines d'emplois alors qu'il en faudrait des milliers. Dans toute cette affaire, une chose est sûre, ce sont les millions qu'il verse dans la poche des fameux investisseurs. Signalons que les capitalistes locaux profitent depuis bien longtemps déjà de la générosité de leur gouvernement. N'est-ce pas en effet les millions versés par la relance de la production du sucre qui ont accéléré la fermeture des usines et aidé au reclassement des usiniers dans le secteur Import-Export plus rentable.

Alors toute la publicité autour des journées de Marseille et de



la solidarité nationale n'est qu'écran de fumée et poudre aux yeux pour masquer une solidarité bien réelle celle-là, du gouverne-

ment et des capitalistes d'accord comme larrons en foire pour continuer à mettre les Antilles en coupe réglée.

## LA MANNE GOUVERNEMENTALE

(Extrait d'une publication du Commissariat à la promotion des investissements dans les DOM-TOM.)

### UNE PLUS-VALEUR RAPIDE DU CAPITAL...

— Du fait des incitations accordées (primes et prêts) qui peuvent s'élever jusqu'à 60 % des sommes investies.

### UNE RENTABILITÉ ASSURÉE DES FONDS PLACÉS.

— Du fait des possibilités d'amortissements accélérés des investissements et des exonérations des bénéfices.

— Du fait des conditions particulières de crédit...

### DES POSSIBILITÉS DE RENTABILITÉ DES ENTREPRISES INSTALLÉES LOCALEMENT.

— Main-d'œuvre disponible...

— Charges salariales et sociales fortement atténuées pendant les quatre premières années (l'Etat paye les salaires une fois tous les quatre ans).

— Exonération temporaire ou définitive d'impôts... »

## ARMÉE

# La gauche et la répression

FACE aux attaques du gouvernement, le Parti Communiste et le Parti Socialiste se sont empressés de jeter par-dessus bord toute démagogie qui avait pu faire croire à une sympathie de leur part pour le mouvement des soldats.

En fait, le PC et encore moins le PS ne sont contre l'armée bourgeoise. Le PS a déjà donné la

preuve de ses sentiments patriotiques et militaristes en fournissant à la bourgeoisie dans le passé maints ministres de la Défense.

Quant au PCF, seul le souci de ne pas se laisser déborder sur sa gauche a pu l'amener à y a un an à emboîter le pas aux organisations d'extrême-gauche en prenant l'initiative de créer quel-

ques comités de soldats.

Mais, sommée par le gouvernement de désavouer les menées antimilitaristes, la Gauche réformiste a non seulement abandonné à leur sort les soldats aux prises avec la répression gouvernementale, mais aussi s'est désolidarisée des militants ouvriers emprisonnés.

Cette attitude du PC est d'au-

tant plus crapuleuse que la répression vise l'ensemble du mouvement ouvrier, le PC et la CGT y compris d'ailleurs.

Mais le PC et la CGT ont choisi d'abandonner leur responsabilité à l'égard du mouvement ouvrier plutôt que de risquer de ternir leur image de marque auprès de la bourgeoisie. C'est une abdication !

# ESPAGNE : les libertés démocratiques restent à conquérir

LA constitution du nouveau gouvernement espagnol a montré les limites de la libéralisation. Les dignitaires franquistes restent en place pour la plupart. Juan Carlos a dû composer avec eux, probablement à cause de luttes sourdes entre les forces politiques les plus attachées au maintien du franquisme et de forces bourgeoises plus conscientes de la nécessité d'assouplir le régime politique espagnol.

Mais sur le fond, le problème est même plus vaste. La bourgeoisie espagnole souhaite sans doute remplacer un régime dictatorial trop rigide par un régime parlementaire. Cependant, elle craint que si le pouvoir procède trop vite à des changements dans ce sens là, il ne soit pas capable de contrôler l'évolution des événements.

Alors, les tâtonnements de Juan Carlos révèlent tout autant que ses propres hésitations, celles de toute la bourgeoisie espagnole désireuse d'étaler le processus d'assouplissement du régime sur une période plus longue de façon à éviter tout débordement.

Car la bourgeoisie devra compter avec la classe ouvrière. Déjà celle-ci multiplie les preuves de sa détermination à lutter pour une libéralisation véritable. Plus de 25.000 grévistes chez les métallos le 9 décembre, 50.000 travailleurs qui débraient le lende-

main dans le Bâtiment et l'Industrie à Madrid, 70 % des grévistes dans le Bâtiment en Catalogne, des mouvements de protestations dans toutes les banlieues ouvrières...

Face aux difficultés de la bourgeoisie espagnole à libéraliser

son régime, seule la lutte des travailleurs pour la restauration des libertés démocratiques permettra d'arracher l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, et des augmentations de salaires.

Philippe DETRAT.

# Quelles perspectives pour la classe ouvrière du Liban ?

LE samedi 6 décembre, les combats, toujours plus violents, ont repris au Liban, à cause, semble-t-il d'une provocation de l'extrême-droite. En l'espace de quelques jours, ils ont fait plusieurs centaines de morts et de blessés.

Dans cette guerre civile que certains veulent considérer comme une guerre entre chrétiens et musulmans, le gouvernement libanais a choisi son camp : il a envoyé son armée « protéger »

les massacreurs de la droite phalangiste.

Car le conflit oppose en réalité la bourgeoisie de droite, essentiellement chrétienne, aux couches pauvres de la population presque entièrement musulmanes, qui font, elles, confiance à des organisations de gauche.

Toutefois, la gauche libanaise dont les objectifs se limitent à des réformes électorales, n'offre aucune perspective aux travailleurs, aux chômeurs des bidonvilles de

Beyrouth, aux paysans pauvres du Liban. Cette gauche conserve au conflit son caractère confessionnel et par là même elle isole les opprimés du Liban de leurs véritables alliés, les masses pauvres des pays arabes voisins, en particulier les Palestiniens. Pourtant, la véritable chance des exploités du Liban, c'est de se battre au nom d'une politique dans laquelle toutes les masses opprimées du Moyen-Orient se retrouvent.

QUAND  
LES STALINIENS  
FRANÇAIS  
DECOUVRENT  
LE STALINISME  
SOVIETIQUE

Le 11 décembre, la télévision française a projeté les images d'un camp supposé détenir des prisonniers politiques en URSS. Le PCF a aussitôt tenu à se démarquer de la répression en URSS qu'il a fait mine de découvrir. Quelle hypocrisie ! Le PCF a pendant cinquante ans couvert la répression stalinienne contre tous les opposants, en particulier contre la gauche trotskyste.

Et d'ailleurs une telle répression ne le gêne nullement si ce n'est qu'il ne veut pas déplaire à la bourgeoisie.

CHIRAC  
EN GUYANE :

LES HOTÈSSES  
D'ACCUEIL...

Dans un communiqué, les enseignants de la FEN et la Fédération de Cornec des parents d'élèves s'indignent de la réquisition de l'internat du CET République pour loger des gendarmes mobiles et autres CRS, lors de la visite de Chirac du 23 au 25 décembre.

UNE BOMBANCE  
INDECENTE

La réception prévue avec Stirn et Chirac reviendra à cinquante millions, l'équivalent du salaire d'environ trente-cinq ouvriers du Bâtiment pendant un an.

## COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Marie-Eugène ZAZOR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

BP 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

BP 80

93300 AUBERVILLIERS

Impression

Graphie-Press

Epinay-sur-Seine

Commission paritaire

N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F.

— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,

abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 566-71 La Source